



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Participation patronale

Question écrite n° 40003

Texte de la question

Depuis plusieurs années, la collecte effectuée au profit du « 1 p. 100 logement » fait l'objet de la part de l'Etat, de prélèvements destinés à abonder le budget du Fonds national d'aide au logement (FNAL), de sorte que la part de la masse collectée affectée à la construction ne s'élève plus, selon les estimations les plus optimistes, qu'à 0,45 p. 100 du total. Ces ponctions, auxquelles s'ajoute le prélèvement de 900 millions effectuée dans le cadre du budget 1996 pour financer le risque chômage des souscripteurs de prêts à taux zéro, constituent un véritable détournement de l'aide à la pierre au profit de l'aide à la personne. Cette politique a pour conséquence la baisse des prêts complémentaires octroyés aux salariés au titre du 1 p. 100 et la baisse d'activité du secteur du BTP. Des rumeurs repercutées par la presse font état d'un projet d'abaissement à 0,2 p. 100 de la part du 1 p. 100 affectée à la construction. Aussi M. Georges Sarre demande-t-il à M. le ministre délégué au logement de bien vouloir lui indiquer les intentions du Gouvernement dans ce domaine, et souhaite que soit maintenu à son niveau actuel la part « construction » de la collecte des CIL.

Texte de la réponse

Le conseil des ministres a adopté le 30 octobre le projet de loi relatif à l'Union d'économie sociale du logement. Ce projet de loi crée l'Union d'économie sociale du logement, société coopérative qui sera l'organe fédérateur des 173 collecteurs interprofessionnels (CIL) agréés pour la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction (1 % logement). Sous le contrôle des partenaires sociaux, l'Union d'économie sociale du logement sera l'interlocuteur des pouvoirs publics pour la définition de politiques nationales contractuelles d'emploi du 1 % logement. Elle engagera les réformes nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la productivité des CIL. Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de la convention d'objectifs conclue le 17 septembre 1996 par l'Etat, l'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) et contresignée par le CNPF, la CG-PME, la CFDT et la CFE-CGC. D'une durée de deux ans, cette convention a pour objet de : renforcer le rôle des partenaires sociaux dans la conduite du 1 % logement. Ils auront les moyens de reorganiser le dispositif ; prévoir les modalités d'une contribution exceptionnelle en 1997 et 1998 du 1 % logement au financement des aides à la pierre dans le cadre de la politique de l'Etat. Cette contribution sera de 7 milliards pour chacune des deux années ; maintenir la capacité d'investissement du 1 % logement afin de répondre aux demandes des salariés et de soutenir l'activité du bâtiment. Pour cela, le taux de la collecte, sera maintenu inchangé et l'Union d'économie sociale du logement harmonisera les taux d'intérêt des prêts consentis par les CIL et réduira les frais de fonctionnement du réseau des CIL. Elle pourra, si nécessaire, mobiliser une partie des actifs des CIL en recourant à l'emprunt ou à des refinancements dont le coût ne grevera pas les capacités d'investissement du 1 % logement compte tenu des économies de gestion à venir. Le 1 % logement sera ainsi doté d'un organe qui lui permettra d'asseoir sa légitimité et d'améliorer son efficacité, gages de sa pérennité. Le projet de loi est inscrit en novembre à l'ordre du jour du Sénat, ou il est déposé, et en décembre à l'Assemblée nationale pour être adopté définitivement avant la fin de cette année.

Données clés

Auteur : [M. Sarre Georges](#)

Circonscription : - RL

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 40003

Rubrique : Logement : aides et prêts

Ministère interrogé : logement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 17 juin 1996, page 3218

Réponse publiée le : 9 décembre 1996, page 6482